

Compte rendu du 1^o débat sur l'école du 22/11/03 : Le constat.

Animateurs : M. Olivaux – Ancien Principal du collège de Petite Ile.

M. Schaefer – Ancien Sous-préfet de Saint Pierre.

Rapporteur : M. Nunn Philippe.

Présents : Autour de 35 personnes au début puis autour de 30 au cours du débat.

Après avoir ouvert le débat, les animateurs demandent que des rapporteurs se désignent. A défaut de volontaires et après avoir donné un temps de réflexion suffisant aux participants pour se déterminer, les animateurs désignent à ce poste, M. NUNN Philippe – Principal Adjoint. Les participants n'ayant pas exprimé d'objection à cette désignation, le débat est déclaré ouvert.

Un collectif représentant une partie des personnels enseignants et d'éducation fait une déclaration par laquelle il fustige les modalités et les finalités du « Débat sur l'école ». (Voir Annexes jointes). En écho à cette première déclaration, une élève déclare douter du caractère démocratique du débat car le choix des questions à débattre a été fait de façon préalable et orientée. Les animateurs réaffirment à cette occasion leur volonté de permettre un débat le plus libre possible et se déclarent prêts à examiner toutes propositions de questions à débattre. Ils soulignent en outre que la réflexion peut s'orienter sur ce qui fonde les spécificités de notre région, de notre zone et de notre établissement. Avant que les professeurs solidaires de la motion ne quittent le débat, un parent demande s'ils ont fait des contre-propositions quant à la forme et au fond. La réponse est affirmative. Une délégation composée de 8 personnes se retire à ce moment.

Dés lors, le débat s'engage sur le fond, malgré plusieurs rappels des animateurs quant à la nécessité de se centrer sur le constat, la discussion peut se regrouper autour de plusieurs thèmes que nous aborderons successivement sans reproduire de façon linéaire les débats.

1^o - Du débat et des documents proposés pour soutenir la discussion.

Une enseignante s'est livrée à une analyse des formes de phrases et des mots utilisés dans les deux documents distribués (« Ouvrir le débat » et « Quelle école pour demain »). Elle relève le grand nombre de verbes à l'infinitif qui est un mode impersonnel, de verbes modalisateurs tels que « pouvoir », « devoir » et s'étonne que les mots « enseignants » (2 fois), « parents (2 fois) et « élèves » (11 fois) apparaissent si peu.

Concernant les graphiques proposés, le nombre d'élèves par enseignant est contesté car il ne reflète en aucun cas la réalité du collège en général et celle de la Réunion en particulier.

L'augmentation du nombre de diplômés pose aussi la question de la valeur des diplômes et de leur efficacité quant à l'insertion et aux poursuites d'études dans le supérieur. Les courbes proposées doivent être analysées en tenant compte de ce paramètre. Il est souligné que les éléments de comparaison avec l'étranger permet de remettre en cause certaines approches. Ainsi, le pourcentage du PIB consacré à l'éducation en France est loin d'être le plus important des pays développés.

La stagnation des performances du système éducatif au cours des années 90 donne à réfléchir sur les moyens à mettre en œuvre pour former encore plus de jeunes aux niveaux baccalauréat et supérieurs en regard des besoins socio-économiques prévus.

De plus, les chiffres mettent en valeur l'amélioration de la mobilité sociale dans l'accession au diplôme mais ne doivent pas occulter le chemin restant à parcourir pour permettre aux catégories défavorisées d'accéder encore plus aux diplômes et à la qualification.

2°- La communauté éducative face aux évolutions de la société.

Le vécu des élèves, la présence des moyens audiovisuels ainsi que la mode des jeux vidéo induisent un décalage avec les modalités concrètes de l'enseignement. Alors que les pratiques pédagogiques mises en œuvre tendent à se complexifier, les enseignants ont l'impression que les objectifs sont de plus en plus difficiles à atteindre car le travail scolaire tend à s'opposer aux multiples activités ludiques offertes aux jeunes. Cet attrait des nouvelles technologies s'exerce aussi sur l'institution et sur les financeurs qui tendent à consacrer des budgets importants à cet équipement délaissant du même coup le livre notamment dans le primaire.

Les parents sentent aussi cette évolution et précisent qu'elle pénètre dans la sphère privée occasionnant une difficulté à fixer un cadre et des repères dans la vie quotidienne. Ceci occasionne des conflits et rend difficile la communication avec les adolescents.

Inversement, certains parents s'interrogent sur la place de plus en plus grande donnée à la réussite scolaire. Celle-ci ne tend-elle pas à nier l'épanouissement personnel ? De plus, l'adaptation au système scolaire ne donne aucune garantie quant à l'adaptation et à l'insertion dans la cité. La réussite scolaire fait peser une pression dans la famille et ne facilite pas l'épanouissement familial.

Enfin, il faut noter que souvent les élèves ont acquis des compétences dans le domaine des nouvelles technologies que ne maîtrisent ni certains parents, ni certains enseignants.

3°- Le collège unique : Approche générale.

Un sentiment de malaise se dégage autour de la massification. Les enseignants constatent la difficulté voir l'utopie d'appliquer réellement la pédagogie différenciée. D'où un constat général autour du nivellement des acquisitions des élèves et la non-prise en compte réelle de la difficulté. On vise un niveau moyen. Les programmes proposés sont aussi en cause. En effet, l'on aboutit à une situation qui tend à ne satisfaire ni les élèves se destinant à des études longues ni les élèves en difficulté ou en rupture avec l'école. Les parents relèvent alors que dans tous les cas de figures, il faut offrir un soutien conséquent à l'enfant pour qu'il puisse réussir.

En revanche, le fait que beaucoup de parents aient connu le collège permet d'avoir un meilleur suivi et un meilleur contact. Bien que certains aient été en situation d'échec, il convient de noter que la volonté de voir réussir l'enfant et la valeur accordée par les parents à l'institution scolaire contribuent à un meilleur investissement des enfants.

On note une baisse de motivation au cours des années du collège. En forçant le trait on peut se demander pourquoi l'enfant qui entre en 6^{ème} est motivé, sérieux et fait, globalement, le travail qui lui est demandé alors que celui de 3^{ème} adopte un comportement passif et se place souvent en situation de refus face au travail ? Diverses explications peuvent être avancées : la société ne valorise pas assez le travail, le passage automatique en classe supérieure n'est pas de nature à motiver l'élève, on n'éduque pas assez à l'autonomie, la phase de l'adolescence est propice à ce type de régressions, les modalités même de l'enseignement doivent être remises en cause, la relation entre les enseignants et les élèves est plus distendue, les parents pensent que le suivi est moins bon au collège et que les absences des professeurs y sont plus fréquentes. Malgré une augmentation quantitative et qualitative des actions autour de l'accueil des 6^{èmes} (Relations avec les écoles, journées de découverte, accueil différencié etc...) la rupture avec le primaire reste encore trop forte pour les plus fragiles. Les structures du primaire et du collège sont encore trop dissemblables pour permettre une égale facilité d'intégration à tous les élèves.

Toutes ces explications, qui sont aussi des amorces de solutions, concernent la « masse » des élèves et ne peuvent refléter l'analyse concernant les élèves en grande difficulté.

4°- Les élèves en grande difficulté

Les chiffres du « Haut Conseil à l'Évaluation » montrent que malgré les 62% d'une classe d'âge qui obtient le bac, 15% des jeunes sortent du système éducatif sans diplôme.

Ces élèves constituent à la fois un défi et une remise en cause pour le collège unique. L'une des approches de ces élèves consiste à prendre en compte la maîtrise de la lecture. On relève qu'à

l'échelon national 6% des élèves ont de très grandes difficultés de lecture alors qu'à La Réunion ce sont 22% qui sont dans cette situation.

Ces difficultés autour de l'écrit se doublent souvent de problèmes sociaux, de lacunes et d'une attitude de découragement face à l'école. Les professeurs s'interrogent sur la pertinence de maintenir ces élèves dans la structure du collège. Ils déplorent que des actions « lourdes » de remédiation ne soient pas entreprises dès le primaire. Au collège, les actions possibles pour inverser véritablement la tendance semblent limitées.

On relève toutefois que la constitution de classes à profil pour ces élèves peut faciliter le soutien. Des structures telles que la troisième d'insertion sont appréciées par les élèves car ils se trouvent alors en situation de réussite et retrouvent ainsi un peu de confiance et d'estime pour eux.

Il faut toutefois faire attention à ne pas baisser l'ambition et la volonté de progresser en proposant des structures dans lesquelles tout serait « facile ». C'est parfois l'image qu'ont des BEP les élèves. Ceci pose la nécessité de travailler sur l'orientation très tôt au collège.

A 11 h 30, les animateurs remercient les participants pour la qualité des échanges ainsi que la courtoisie qui a régné durant les débats. Ils demandent à tous et à toutes de revenir le 06 décembre pour débattre des questions choisies (N°1,6,12,20).

Déclaration de personnels enseignants et d'éducation
du Collège les Sang-Dragons 9740578K La Réunion.

Grand Débat sur l'École.

Samedi 22 novembre 2003

Les conditions dans lesquelles se déroule le grand débat à l'école voulu par le gouvernement ne permettent pas une réelle consultation sur l'école. Nous dénonçons une opération de plus de communication du gouvernement, une diversion sur les problèmes et les besoins réels de l'école, et nous refusons de cautionner un pseudo débat, un pseudo «diagnostic partagé» qui servira d'alibi à un projet de loi d'orientation sur l'école dont les grandes lignes d'inspiration libérale sont déjà connues, voire décidées.

Cette procédure ignore le vrai dialogue social, la consultation claire des partenaires sociaux, de la communauté éducative, et tourne le dos à ce que doit être un débat citoyen.

Nous voulons une école ambitieuse, ouverte à tous, capable de réduire les inégalités scolaires et sociales, une école libérée de l'emprise des intérêts locaux et particuliers, dans un service public plus épris d'égalité réelle, avec des contenus qui créent un monde commun entre les jeunes et avec les adultes.

Nous voulons exercer un métier dans des conditions acceptables, laissant le temps nécessaire à la préparation de cours intelligents et à la prise en compte des besoins de chacun.

Nous alertons sur la crise du recrutement qui s'annonce, sur les besoins de formation initiale et continue des enseignants.

Nous alertons sur les illusions et les dangers de la décentralisation libérale, sur les illusions et les dangers d'une autonomie renforcée des établissements qui mettrait en concurrence les établissements et les personnels.

L'adoption du budget de l'éducation 2004 (-13000 emplois dans le second degré), les déclarations du ministre, justifiant la liquidation du système de remplacement et le recours à la bivalence dans les collèges, relèvent de la provocation.

Dans ce contexte, après plusieurs rapports d'inspiration ultra libérale sur la fonction publique, les mesures déjà prises l'an dernier, le mépris et la dureté face au mouvement du printemps dernier, ce grand débat, n'est pas crédible et suscite scepticisme, suspicion voire indignation.

Pour ces raisons nous ne participerons pas à ce débat institutionnel tout en rappelant notre engagement pour une école de la république qui a beaucoup fait progresser le niveau d'éducation et de formation dans notre pays ces 20 dernières années.

Certes notre système éducatif doit évoluer et est perfectible, mais cela doit se faire sans retour en arrière ni démagogie.

ANNEXE 2

Pourquoi nous ne voulons pas participer à ce débat ?

Nous ne le voulons pas parce que nous avons tous déjà participé à ces pseudo-consultations (Bayrou, Allègre, etc.) et nous avons la certitude que les « rapports » que nous avons fait remonter au Ministère dorment encore dans un tiroir.

Nous ne le voulons pas parce que nous refusons un débat « imposé » qui a la prétention de réformer l'Éducation nationale en 2 demi-journées.

Nous ne le voulons pas parce que les 22 questions qu'on nous propose, sont fortement orientées et contiennent implicitement les réponses voulues par le gouvernement.

Parce que nous refusons absolument une logique uniquement économique pour l'Éducation nationale.

Parce que nous nous sommes très fortement mobilisés, au printemps 2003, contre les réformes que le gouvernement voulait mettre en place, sans aucune concertation :

- Transfert des T.O.S, des médecins scolaires, Co.Psy, Assistantes Sociales.
- Suppression des M.I.S.E et des Aides-Educateurs.
- Réforme des diplômes dans l'enseignement supérieur et autonomie des universités.

Dès la rentrée 2003, avec un mépris total pour cette forte mobilisation, le gouvernement met en place ces réformes, toujours sans concertation : le transfert des 95 000 T.O.S vient d'être voté et le transfert des médecins scolaires est en passe de l'être. De plus en plus d'universités entrent en grève.

Ayant même ce pseudo-débat, nous avons déjà clairement dit et répété ce que nous voulions pour l'Éducation nationale et nous le disons aujourd'hui encore :

Une École laïque, publique et républicaine.
Une École pour TOUS, pour la réussite de TOUS,
sans aucune logique de MARCHÉ.

Le 22 novembre 2003. Une partie du « Stock d'enseignants » du Collège les Sang-Dragons.

Samedi 6 décembre 2003

2^{ème} journée du grand débat sur l'école.

Animateurs : M. Schaefer – Ancien Sous-préfet de Saint Pierre.

Rapporteur : Mme Fontaine Colette – Parent d'élève -

Présents : 7 personnes

8h15 : ouverture du débat.

1°) Résumé par l'animateur des débats du 22 novembre.

La France consacre des moyens importants pour l'éducation, mais les résultats stagnent depuis 10 ans.

On note une amélioration globale de l'accès aux diplômes et à la qualification pour les couches les plus modestes de la société.

On a aussi évoqué les difficultés des enseignants face à la modernité (ex. : vidéo, Internet...).

Le collège unique pose des difficultés car il faut proposer des études communes pour tous et élever le niveau général. Or, il y a une diversité des publics. Faut-il mettre en place des classes de niveau ; peut-on avoir des approches différenciées par rapport au niveau de chaque élève.

Alors faut s'interroger sur le fonctionnement du primaire qui fournit les élèves pour le collège. Les enseignants se posent la question de les maintenir au collège ; proposent la diversification sous forme de classe relais ; insertion ; orientation (tôt, tard, différentes formes).

2°) Débat : 4 thèmes

- Question 1 : Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Refondation du pacte républicain : Problème de la laïcité moderne.

Ecole primaire a bouleversé la France

Questions :

Faut-il le socle commun ?

Faut-il reconsidérer le collège unique ?

Faut-il préparer les jeunes en fonction du futur marché du travail ?

Faut-il enseigner un savoir ?

Elève doit-il rester au centre ?

Ile de La Réunion beau modèle (mélange de culture d'ethnies...)

La Réunion avec son mélange religieux au cœur du sujet de la laïcité.

Collège unique a été instauré à La Réunion dans les années 1980.

Collège unique c'est bien mais il doit être adaptable quand il le faut.

Trop de théorie pas assez de pratique

Faut-il maintenir les élèves dans une scolarité obligatoire ou privilégié des diversités ?

Le programme commun pour tous ne fonctionne plus.

Suggestion : Adapter le système mode lycée, instaurer l'enseignement des spécialités dès le collège : un programme commun pour tous, plus 1 heure pour les spécialités.

- Question n°2 : Comment l'école peut-elle s'adapter à la diversité des élèves ?

Revoir les programmes à la baisse.

Suggestion : plus de moyens pour des parcours diversifiés, officiellement dans des heures d'options de préférence spécialisées (électronique, lecture....) Pourquoi ne pas le faire dès le collège à l'âge de 14 ans au lieu de le faire au lycée vers 17 ans ?

Remarque : les collèges sont insuffisamment dotés contrairement au primaire et au lycée

Les lycées professionnels sont dotés largement avec des machines coûteuses.

Alternance à 14 ans vers des stages en entreprise :

Le dispositif collège unique mis en place pour le public répond-il ou pas aux attentes enseignants-élèves – parents ?

Réponse d'une élève : Non ne répond pas forcément aux attentes mais ne pense pas que l'éducation est à côté de la plaque ; réaction de parent : différent au sein d'une même famille (bien adapté pour certains mais difficile pour les autres).

Les enseignants pensent pouvoir adapter sans problèmes des heures de spécialisations :

Projet adapté avec une équipe adaptée (évaluation par objectif), d'où la nécessité de la refondation dans le primaire des savoirs fondamentaux. Continuité primaire collège.

Clarifier –faire le point :

- pas de classe de niveau (humiliation-consacre une hiérarchisation)
- développer des pôles d'intérêts, diversifier.
- Comment concrétiser car le dispositif en place n'est pas au point.
- Alternance, stage pour les 3^{ème} d'insertion voir même au niveau de la 4^{ème}
- Avoir des outils mieux adapter
- Brevet est vidé de son sens (tout et n'importe quoi) trop limité ne correspond pas à la seconde
- Pour les élèves en échecs —> examen plus adapté (car le brevet inaccessible)

Questions :

1)Les redoublements : il y a des bons redoublements —> profitables
mais pour la plupart, pas de réussite, cela ne sert à rien.

2)Nécessité pour les élèves d'un dispositif d'orientation mieux adapté :

- doit être fait plus tôt dans le cursus scolaire—> Les professeurs trop préoccupés de leur matière ne s'occupent pas assez des orientations.

Dès le collège : un socle commun pour développer la curiosité afin de s'adapter à notre société moderne :

- Moins de Corneille et Racine...., le français a besoin d'être dépoussiéré , de même que la physique qui permet de comprendre son environnement quotidien , avoir un vrai enseignement, développer les enjeux.
- Français —> ne pas abandonner l'aspect artistique (fantastique, amour universel)

- Revoir les aspects techniques → ouvrage, édition est libre le ministère n'a pas un droit de regard.
- brevet : contenu extrêmement simplifié par rapport aux ouvrages.
- Choix des livres : coordonnateur avec son équipe choisit le livre de sa discipline.
- Professeur réfractaire en 4^{ème} aujourd'hui le manuel n'est plus, livre mieux adapté, texte moins complexe.
- Méthode globale → dégât par rapport à la lecture en CP
- Grands problèmes de la société moderne, sans se noyer comment amener à la modernité informatique en contradiction avec l'enseignement classique le goût de la lecture, calcul...(support fantastique voir diabolique, condition de l'enseignement de demain)
- le pouvoir sera de bien lire et de savoir comment utiliser l'ordinateur
- L'EXAO (expérience assistée par ordinateur) exemple en français un exposé sur Internet

• **Question n°3 : Comment l'Ecole doit-elle utiliser au mieux les moyens dont elles dispose ?**

Faut-il continuer à accroître les moyens de l'éducation → dans dix ans moins d'élèves
Ciblée globalement le budget de la dépense publique(santé- éducation deux enjeux majeurs.

Plus de dépense → plus d'évaluations → mieux ciblées.

Remettre l'accent sur le travail à la maison, demande de parent revenir au travail en étude, privilégier les études surveillées.

Réfléchir comment utiliser les locaux

- Les moyens d'aides au travail surtout quand le personnel a disparu. Dans certains quartiers il y a 60 % de chômage avec des familles monoparentales, et près de 80% des parents ne peuvent pas aider les enfants !

Comment, repenser le travail des enfants, et est-ce qu'à Sang-Dragons les moyens sont là et a-t-on aussi envie de le faire ?

Le professeur à la responsabilité de sa classe : faut revoir son travail différemment, rester plus présent au collège, le travail repose sur les professeurs qui veulent se retrousser les manches, mais certains ne s'investissent pas ce qui épuise les bonnes volontés redéfinir le statut des profs ?

Faire en sorte que cela devienne un nouveau contrat social (ensemble de la communauté éducative). Ceci est l'affaire de tous pas uniquement au niveau du corps enseignant : éducation est essentiellement de la responsabilité des parents.

• **Questions diverses :**

- Particularisme de La Réunion au niveau du créole. les élèves ont des difficultés pour faire une phrase en français.

Le créole se banalise dans les cours de français, du coup le français passe au second plan. Les élèves défavorisés utilisent un créole basique. Parfois pour exprimer une parole provocatrice.

A la Réunion le créole est une cause d'échec pour les enfants ce qui n'est pas normal car dans toutes les régions de France on parle le français ce qui est une ouverture sur la nation.

Débat français –créole : préserver en tant que patrimoine, le risque est de s'opposer à la promotion du français. Les politiciens mettent en place une démagogie grave, ils empêchent d'aller sur ouverture, le français est constamment confronté à ces problèmes, nos élus ne donnent pas l'exemple.

- Un parent intervient sur la tenue provocante des jeunes

- faut-il revenir à l'uniforme ? Que tous soit habillés de la même façon (blouse), car une tenue correcte est égale au respect pour soi et aussi vis à vis des autres.

- On fait beaucoup de bruit autour de la religion : la Réunion est une terre extraordinaire en matière de laïcité, d'ethnies.... pas d'affirmation de communautarisme.

Laïcité moderne réunionnaise : modèle universel tolérance- ouverture

Filet de protection pour le chef d'établissement : la loi.

L'animateur clos le débat

Les deux jours ont connu des débats de qualité, dommage que l'on soit si peu nombreux.